



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ
ET DE LA LEGALITÉ**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N °BCTE/2025-98 du 3 OCTOBRE 2025
PORTANT AUTORISATION DE CHANGEMENT D'EXPLOITANT DE MOULIN SAS
À ROGER MARTIN GRANULATS (RMG), DE LA CARRIÈRE DES LIEUX DITS « LA
TEYSSONNEYRE, LA GARDE, LA CÔTE DE LA REVEYRE ET COMBE BERTRAND »
SUR LA COMMUNE DE LES VILLETES (43600)

**Le Préfet de la Haute-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU les titres 1er et 4 des parties législatives et réglementaires du livre V du Code de l'Environnement et notamment l'article R. 516-1 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU le décret du Président de la République du 13 juillet 2023 nommant M. Yvan CORDIER en qualité de préfet du département de la Haute-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 30 janvier 2024 nommant Mme Nathalie CENCIC secrétaire générale de préfecture de la Haute-Loire, sous-préfète du Puy en Velay ;

VU l'arrêté préfectoral n° SG/COORDINATION 2025-28 en date du 16 juin 2025 portant délégation de signature à Madame Nathalie CENCIC, secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire ;

VU l'arrêté préfectoral n° BCTE 2018/26 du 23 février 2018 portant autorisation de renouvellement et d'extension d'une carrière de roches massives et ses installations annexes pour la société SAS MOULIN aux lieux dits « La Teyssonneyre, La Garde, La Côte de la Reveyre et Combe Bertrand » sur la commune de Les Villetes (43600) ;

VU l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination des montants des garanties financières de remise en état des carrières ;

VU la demande transmise le 10 février 2025 par la société ROGER MARTIN GRANULATS (RMG) sollicitant l'autorisation de transférer à son bénéfice et de la part de la société MOULIN SAS, l'exploitation d'une carrière sur la commune de Les Villetes ;

VU le rapport et les propositions de l'inspecteur des installations classées en date du 12 septembre 2025 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 26 septembre 2025 par lettre recommandée ;

VU l'absence d'observations formulées par l'exploitant par courriel en date du 1^{er} octobre 2025 ;

CONSIDÉRANT que tout changement d'exploitant d'une carrière est soumis à autorisation préfectorale et doit être déclaré au préfet ;

CONSIDÉRANT que la société ROGER MARTIN GRANULATS (RMG) dispose des capacités techniques et financières nécessaires à l'exploitation d'une carrière sur la commune de Les Villettes ;

SUR PROPOSITION de Madame la Secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire :

ARRÊTE

ARTICLE 1.

La société ROGER MARTIN GRANULATS (RMG), dont le siège social se situe Route de Pointvillers, lieu-dit « Sur l'Arthe » à Pessans (25400), se substitue à la société MOULIN SAS dans l'intégralité des droits et obligations rattachés à l'autorisation d'exploiter à ciel ouvert la carrière de roche massive située sur le territoire de la commune de Les Villettes (43600), autorisée par arrêté préfectoral du 23 février 2018.

ARTICLE 2.

Le nouvel exploitant se substitue d'office au précédent exploitant dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploiter accordée susvisée.

ARTICLE 3.

La société ROGER MARTIN GRANULATS (RMG) transmet au Préfet de la Haute-Loire, dans un délai maximal de 3 mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente décision, un acte de cautionnement solidaire à son nom.

ARTICLE 4.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La juridiction administrative peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

La décision mentionnée au premier alinéa peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Obligation de notification des recours :

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (R. 181-51 du code de l'environnement).

ARTICLE 5.

Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Les Villettes pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire.

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 6.

La secrétaire générale de la préfecture de la Haute-Loire, le sous-préfet d'Yssingeaux, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes, le maire de Les Villettes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ROGER MARTIN GRANULATS.

Le Puy en Velay, le 3 octobre 2025

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale,

Nathalie CENCIC

